

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Palmarès 2015 des SVT : un top 10 stable mais plus homogène

Chaque année depuis 1999, l'Agence France Trésor rend public le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus actifs de l'année écoulée.

L'ensemble des missions des SVT sont prises en compte dans cette évaluation et sont réparties selon trois catégories de critères qui font chacune l'objet d'un palmarès spécifique :

- performance sur le marché primaire (40% de la note), calculée sur la base de la part de marché des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française (OATi) et européenne (OATÉi) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30% de la note), calculée sur la base des volumes traités par les SVT avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30% de la note), appréciée au travers de la contribution des SVT à la sécurité des opérations sur le marché des valeurs du Trésor, incluant le fonctionnement du post-marché, de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT.

Sur cette base, le classement général des dix premiers établissements, sur les dix-neuf que comptait le groupe des SVT en 2015 est le suivant :

1 BNP Paribas	7 Morgan Stanley
2 Société Générale	8 Natixis
3 Crédit Agricole	9 Nomura
4 Barclays Capital	10 Royal Bank of Scotland
5 JP Morgan	10ex Citigroup
5ex HSBC	

Ce classement se caractérise par une stabilité des positions dans le haut du classement, en particulier des banques françaises, signe de l'attachement de ces établissements au marché de la dette française. Comme en 2014, BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole restent en tête du palmarès, devant Barclays qui se maintient à la quatrième place. Les banques américaines sont en progression : JP Morgan gagne quatre places par rapport à 2014 pour rejoindre HSBC en tant que cinquième ex-aequo, Morgan Stanley gagne une place et Citigroup réapparaît dans ce classement, en position de dixième ex-aequo avec RBS. Natixis et Nomura occupent respectivement les huitième et neuvième places.

En termes de parts de marché, le classement 2015 fait apparaître une plus faible concentration des performances des cinq meilleurs SVT et un effet de rattrapage des cinq suivants. Il en résulte un groupe de SVT plus homogène de la première à la dixième position.

Marché primaire	Marché secondaire	Qualité des services
1 BNP Paribas	1 BNP Paribas	1 Société Générale
2 Morgan Stanley	2 Société Générale	2 BNP Paribas
3 Crédit Agricole	3 JP Morgan	3 Barclays
4 Société Générale	4 Crédit Agricole	4 Crédit Agricole
5 HSBC	5 Barclays	5 Natixis
6 Barclays	6 Nomura	6 HSBC
7 Natixis	7 HSBC	7 JP Morgan
8 JP Morgan	8 Morgan Stanley	7ex Morgan Stanley
9 Royal Bank of Scotland	9 Citigroup	9 Goldman Sachs
10 Citigroup	10 Royal Bank of Scotland	10 Royal Bank of Scotland
		10ex Citigroup

La fin de la sous-performance de l'économie française

Michel Martinez, Chef Économiste euro, Société Générale Corporate & Investment Banking

L'économie française a sous-performé la zone euro depuis 2014. Tout en reconnaissant les risques baissiers liés aux turbulences actuelles sur les marchés, il n'en reste pas moins que l'économie française connaît une amélioration : c'est ainsi que son profil de croissance devrait converger cette année avec celui de la zone euro (1,1-1,3%). Ceci s'explique par : 1) la morosité du secteur de la construction qui a amputé le PIB de 0,3 % ces deux dernières années touche à sa fin grâce à l'amélioration de l'immobilier résidentiel, et 2) les réductions d'impôts et la baisse du coût de la dette ont dopé l'épargne brute des entreprises (résultat après impôt, frais financiers et dividendes), ce qui devrait avoir un impact positif sur les investissements et l'emploi.

Les incertitudes concernant la Chine et les sorties de capitaux, les bas prix du pétrole et les pays émergents, mas aussi les préoccupations relatives à la croissance américaine, au resserrement monétaire de la Fed, à la situation des banques européennes, aux conséquences d'un environnement de taux d'intérêt bas voire négatifs, ainsi qu'à la valeur des multiplicateurs monétaires (leur impact sur les marchés et l'économie réelle) sont des éléments qui ont pesé sur les marchés financiers.

Ces facteurs ne doivent certes pas être négligés, notamment sur leur impact sur le commerce mondial. Nous estimons ainsi que la contribution du commerce extérieur net sera négative, dans la zone euro comme en France, limitant de ce fait la vigueur de la reprise. Pour autant, nous constatons que le climat des affaires et la consommation en France sont en amélioration sensible depuis l'été dernier. En janvier, l'indicateur du climat des affaires de l'INSEE pour l'économie dans son ensemble a progressé à 102,4 contre 99,9 en septembre et se trouve désormais au dessus de sa moyenne de long terme (100). L'enquête INSEE sur le climat des affaires est un outil fiable qui repose sur un échantillon de 20 000 entreprises. Historiquement, le niveau de 102,4 correspond à une croissance du PIB de 0,6% en trimestre glissant (2,5% en glissement annuel!). Depuis quelques trimestres, les investissements prennent progressivement le relais de la consommation comme moteur de la croissance. Nous détaillons ci-après les raisons pour lesquelles la France cessera de sous-performer la zone euro :

- Le premier semestre 2016 comptera trois jours ouvrés de plus qu'en 2015 (le 29 février, les 1er et 8 mai qui tombent un dimanche). Selon nos

estimations, ceci pourrait ajouter 0,1% au PIB en 2016.

- Le secteur de la construction a constitué l'un des principaux maillons faibles de l'économie française, réduisant le PIB de 0,4% en 2014 et de 0,3% en 2015. Ce handicap devrait disparaître cette année grâce à la reprise naissante dans l'investissement résidentiel. L'augmentation des permis de construire observée au deuxième semestre 2015 laisse présager un redressement de l'investissement résidentiel cette année même si sa contribution devrait être encore modeste. Les prix dans l'immobilier résidentiel ont déjà sensiblement monté (+4%) au deuxième semestre 2015, une première depuis 2011, et nous tablons sur une poursuite de cette hausse cette année. Nous considérons même que les prix dans l'immobilier sont sous-évalués de 6%-7% au regard de la capacité d'emprunt des ménages (la pratique des banques françaises font que les frais liés à l'emprunt ne peuvent excéder 35% du revenu des ménages, et leur capacité d'emprunt est fonction du revenu des ménages, des taux d'intérêt et de la durée du prêt). A l'inverse, les réductions dans les subventions de l'État aux collectivités locales devraient entraîner une nouvelle baisse des investissements publics (infrastructure, ingénierie civile) cette année, cependant moindre qu'en 2014-2015.
- L'investissement des entreprises non financières a progressé pour le sixième trimestre consécutif au quatrième trimestre 2015 (3,2% en glissement annuel). Nous anticipons une même progression cette année. Tout d'abord, l'enquête trimestrielle de janvier de l'INSEE sur les investissements dans l'industrie montre que les chefs d'entreprise dans ce secteur anticipent un rebond de l'investissement de 7% en 2016 (en nominal). Ensuite, la moindre facture pétrolière et les baisses d'impôt ont permis une amélioration sensible des marges des entreprises en 2015. L'épargne brute (résultat après impôt, frais financiers et dividendes) a progressé de 16,9% de la valeur ajoutée brute en 2013 à 17,4% de valeur ajoutée brute en 2014 et à 20,4% au troisième trimestre 2015, un niveau très supérieur à la moyenne historique de 18,4%. La réduction de la charge fiscale explique 60% de l'amélioration des profits, le reste étant largement attribuable à la baisse du service de la dette.

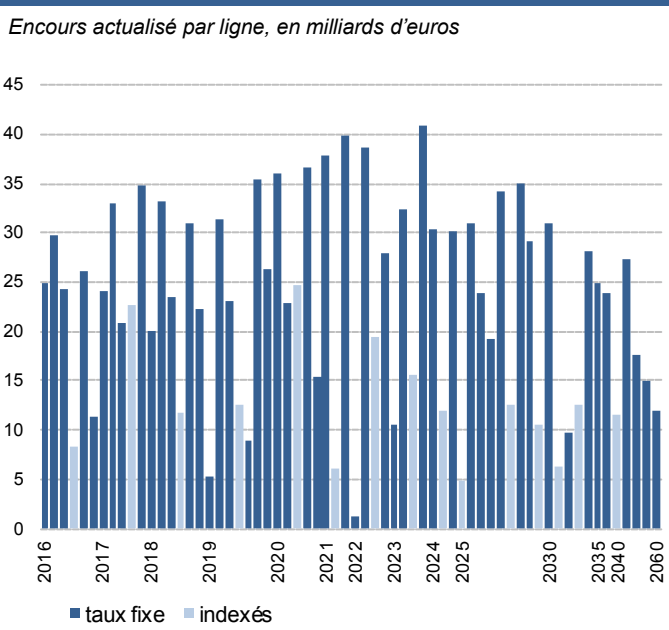
Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère des Finances et des Comptes publics.

Calendrier indicatif d'adjudication

		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2016	date d'adjudication	7	14	21	29	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	31	21	7	21
Avril 2016	date d'adjudication	4	11	18	25	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	25	11	25

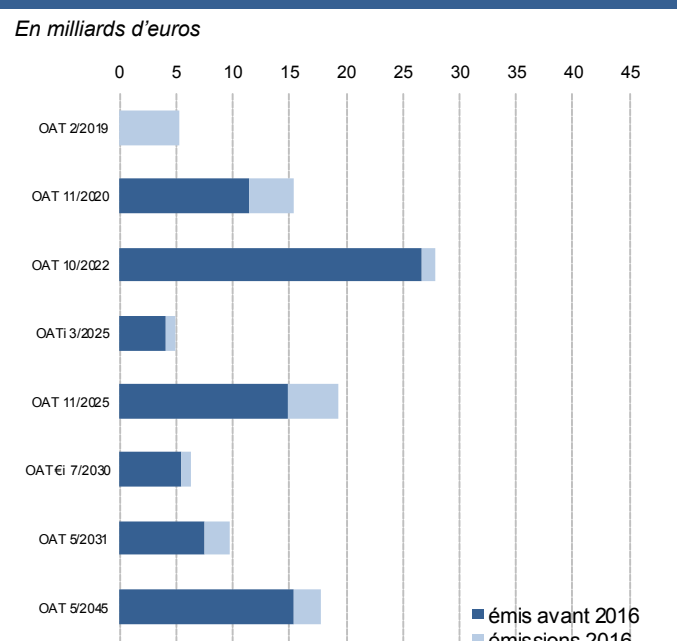
Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 janvier 2016



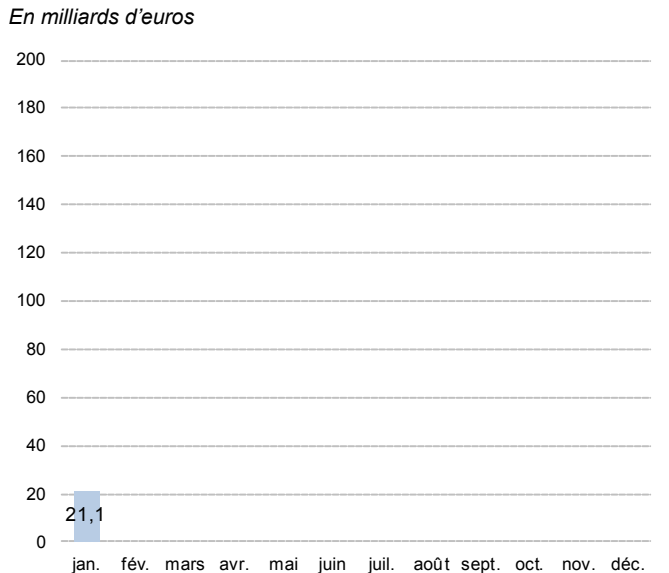
Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 janvier 2016



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 janvier 2016



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 janvier 2016

En milliards d'euros

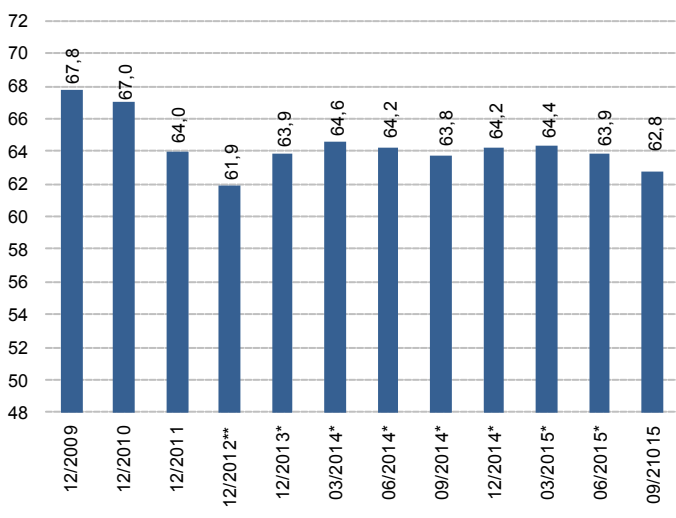
Mois	Intérêts	Amortissements
févr-16	1,0	24,9
mars-16	0,0	
avr-16	16,0	29,7
mai-16	3,4	
juin-16		
juil-16	3,7	32,2
août-16		
sept-16		
oct-16	15,7	26,2
nov-16	1,1	11,4
déc-16		
janv-17		

Source : Agence France Trésor

Données générales sur la dette

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 3^{ème} trimestre 2015

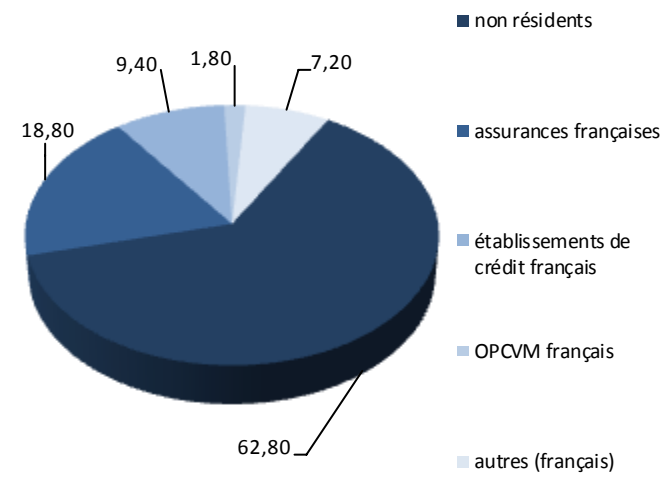
En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles
 ** Chiffres révisés avec la position titres définitive
 Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 3^{ème} trimestre 2015

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 janvier 2016

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 444 516 299 723
Encours démembré	61 515 989 100
Durée de vie moyenne	7 ans et 295 jours
Total Dette à Court Terme	151 543 000 000
Durée de vie moyenne	113 jours
ENCOURS TOTAL	1 596 059 299 723
Durée de vie moyenne	7 ans et 35 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 janvier 2016

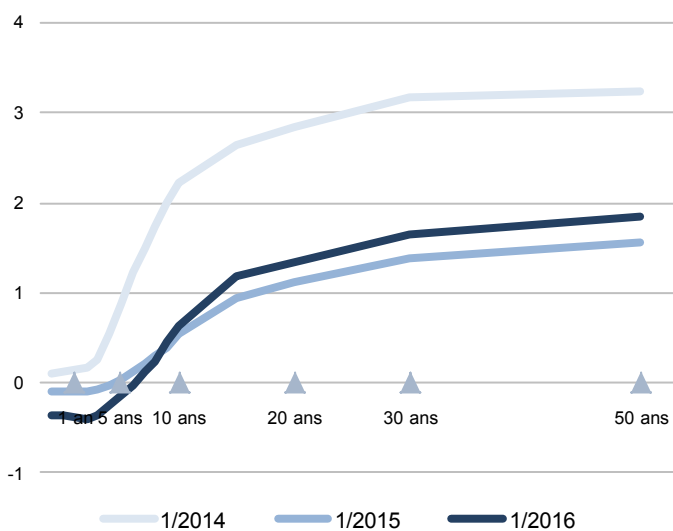
En milliards d'euros

	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin déc. 2015	Fin janv. 2016
Encours de la dette négociable	1 386	1 457	1 528	1 576	1 596
dont titres indexés	173	174	189	190	192
Moyen et Long Terme	1 220	1 283	1 352	1 424	1 445
Court Terme	167	174	175	153	152
Encours de swaps	10	7	6	6	6
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	7 ans 37 jours	7 ans 5 jours	6 ans 363 jours	7 ans 47 jours	7 ans 35 jours
après swaps	7 ans 34 jours	7 ans 2 jours	6 ans 362 jours	7 ans 47 jours	7 ans 35 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

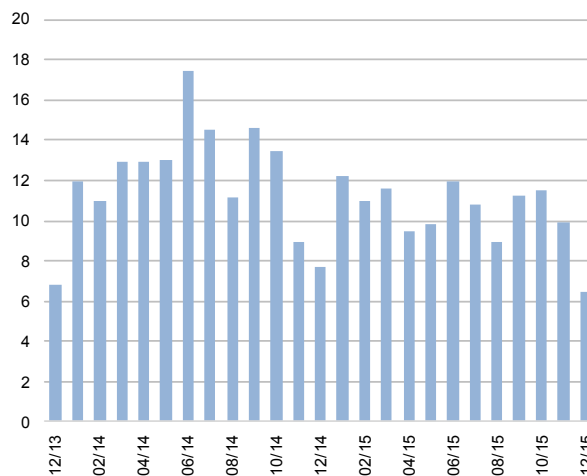
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

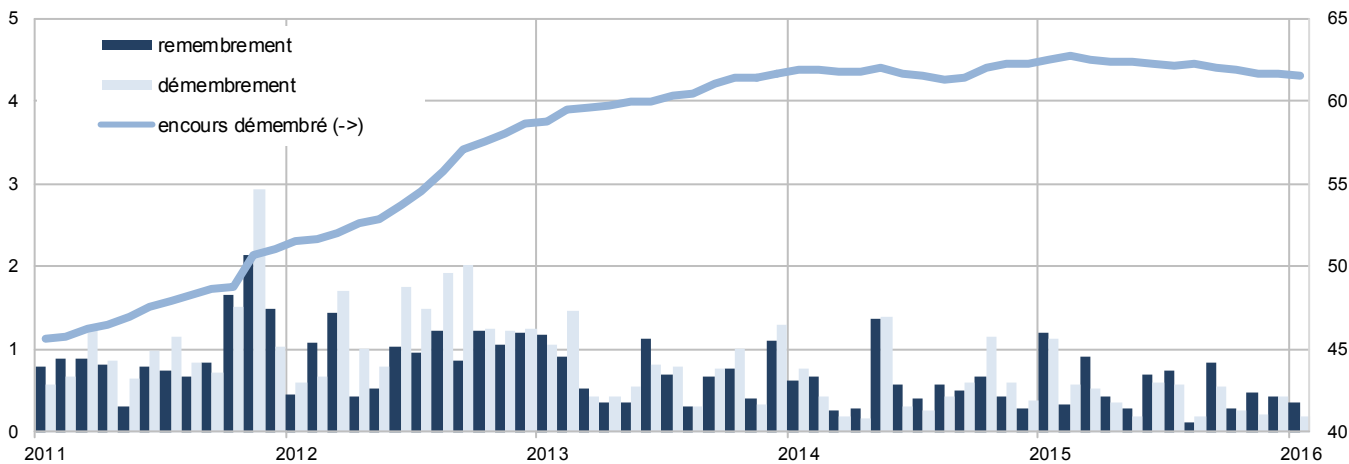
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

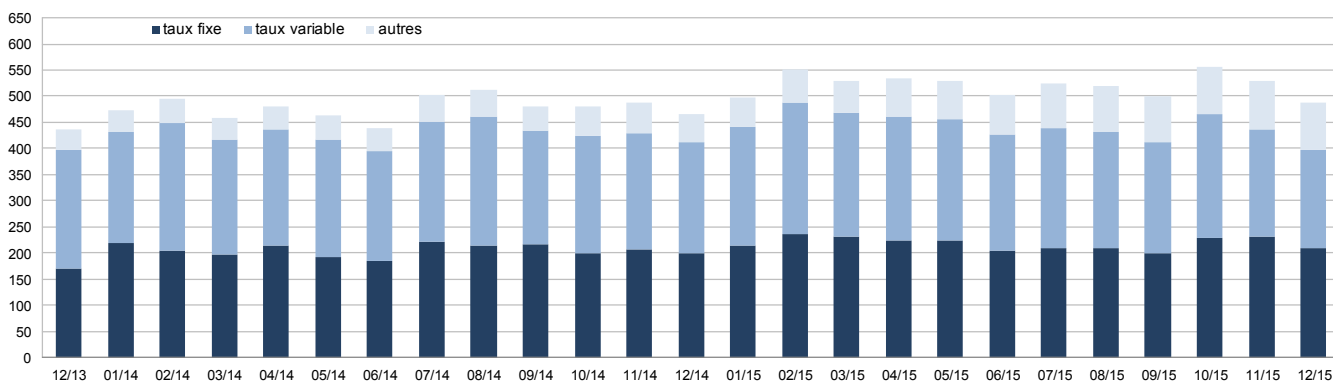
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 janvier 2016

	Échéance	Encours (€)
BTF	3 février 2016	7 950 000 000
BTF	10 février 2016	7 855 000 000
BTF	17 février 2016	6 097 000 000
BTF	24 février 2016	8 450 000 000
BTF	2 mars 2016	6 216 000 000
BTF	9 mars 2016	8 243 000 000
BTF	16 mars 2016	7 467 000 000
BTF	31 mars 2016	6 724 000 000
BTF	6 avril 2016	7 289 000 000
BTF	13 avril 2016	7 019 000 000
BTF	20 avril 2016	6 381 000 000
BTF	27 avril 2016	5 876 000 000
BTF	11 mai 2016	6 018 000 000
BTF	25 mai 2016	4 895 000 000
BTF	8 juin 2016	5 454 000 000
BTF	22 juin 2016	7 262 000 000
BTF	6 juillet 2016	1 586 000 000
BTF	20 juillet 2016	5 332 000 000
BTF	18 août 2016	5 862 000 000
BTF	14 septembre 2016	5 555 000 000
BTF	12 octobre 2016	8 049 000 000
BTF	9 novembre 2016	7 161 000 000
BTF	7 décembre 2016	3 590 000 000
BTF	4 janvier 2017	5 212 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2016–2019) au 31 janvier 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2016	124 848 711 190			
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	24 902 500 000			–
FR0010288357	OAT 3,25% 25 avril 2016	29 725 000 000			0
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	24 221 500 000			–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	8 392 711 190 (1)	1,04791	8 009 000 000	–
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	26 204 000 000			263 517 000
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	11 403 000 000			0
	Échéance 2017	135 359 258 300			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	24 020 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	32 991 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	20 793 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 730 258 300 (1)	1,13114	20 095 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 825 000 000			0
	Échéance 2018	141 654 690 890			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	20 057 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	33 269 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 704 690 890 (1)	1,03977	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	30 947 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			0
	Échéance 2019	142 997 402 046			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	5 307 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 497 112 600 (1)	1,06449	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 764 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	26 333 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	32 896 553 (2)		6 692 154	–

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieure à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2015 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 31 janvier 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2020	135 736 403 100			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	36 032 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 778 403 100 (1)	1,22001	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	15 395 000 000			0
	Échéance 2021	83 869 406 120			
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	37 837 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 141 406 120 (1)	1,00811	6 092 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	Échéance 2022	87 328 016 230			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			617 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	38 725 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 445 076 240 (1)	1,08456	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	27 914 000 000			0
	Échéance 2023	99 398 564 553			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 557 900 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	32 358 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	15 552 368 650 (1)	1,09655	14 183 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	40 882 000 000			483 585 000
	Échéance 2024	72 614 161 960			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	30 355 000 000			10 000 000
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	12 024 161 960 (1)	1,01564	11 839 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	Échéance 2025	79 362 928 118			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	4 987 000 000 (1)	0,99951	4 987 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	31 065 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	23 968 928 118			3 186 964 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	19 342 000 000			0
	Échéance 2026	34 114 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	34 114 000 000			134 313 000
	Échéance 2027	47 537 049 370			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	12 508 049 370 (1)	1,06879	11 703 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	Échéance 2028	22 534 786			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	22 534 786 (3)		46 232 603	-
	Échéance 2029	39 678 987 990			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 515 109 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 587 107 532 (1)	1,25008	8 469 144 000	0
	Échéance 2030	37 412 506 070			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	6 389 506 070 (1)	1,00259	6 373 000 000	0
	Échéance 2031	9 644 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	9 644 000 000			0
	Échéance 2032 et plus	172 937 679 000			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 558 979 200 (1)	1,23612	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	28 114 322 600			11 082 357 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	25 004 000 000			5 228 167 000
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 870 511 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	11 513 377 200 (1)	1,14504	10 055 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	27 307 000 000			7 390 539 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	17 707 000 000			500 600 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 305 588 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 558 484 100

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2015 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	2,0%	12/2015
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,2%	01/2016
Taux de chômage (BIT)	10,6%	09/2015
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,2%	01/2016
ensemble hors tabac	0,2%	01/2016
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,9 Md€	12/2015
" "	-4,5 Md€	11/2015
Solde des transactions courantes, cvs	-0,7 Md€	12/2015
" "	-1,5 Md€	11/2015
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,54%	26/2/2016
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,2%	23/2/2016
Euro / dollar	1,1006	26/2/2016
Euro / yen	124,42	26/2/2016

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

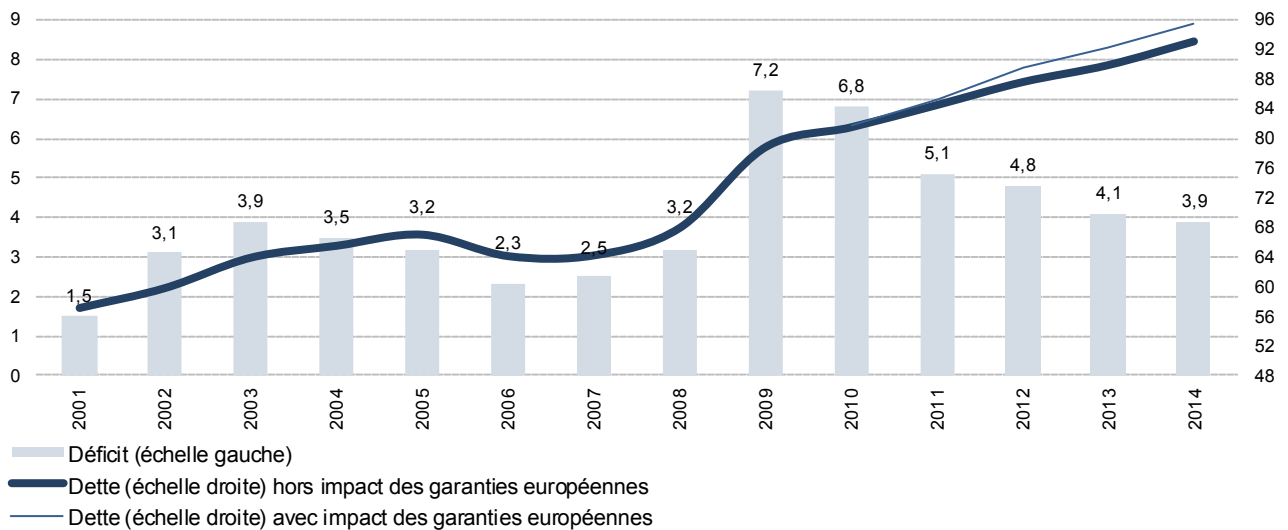
En milliards d'euros

	2013	2014	niveau à la fin décembre		
			2013	2014	2015
Solde du budget général	-75,43	-85,71	-75,43	-85,71	-72,15
Recettes	301,24	291,95	301,24	291,95	299,66
Dépenses	376,67	377,66	376,67	377,66	371,80
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,56	0,16	0,56	0,16	1,62
Solde général d'exécution	-74,87	-85,56	-74,87	-85,56	-70,52

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

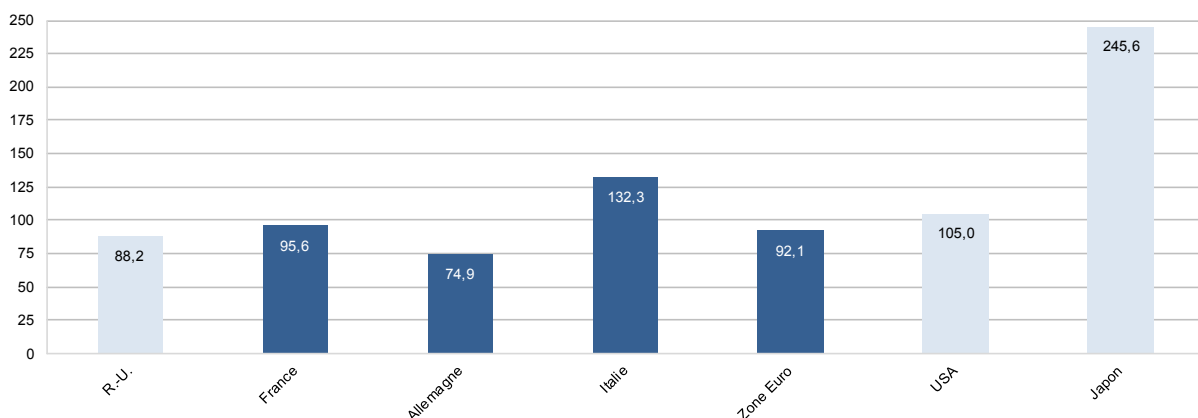
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2014

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2015)

Calendriers des indicateurs économiques français

Mars 2016	Avril 2016
3 Demandeurs d'emploi 2015 T4 (BIT)	7 Balance des paiements en février
8 Commerce extérieur en janvier	7 Commerce extérieur en février
10 Production industrielle en janvier	8 Production industrielle en février
10 Emploi salarié : résultats définitifs 2015 T4	12 Eurozone economic outlook - 2016 T2
11 Balance des paiements en janvier	13 Prix à la consommation : indice de mars
15 Prix à la consommation : indice de février	14 Inflation (IPCH) : indice de mars
17 Inflation (IPCH) : indice de février	21 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'avril
24 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars	26 Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'avril
24 Demandeurs d'emploi en février	26 Demandeurs d'emploi en mars
25 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2015 T4	27 Conjoncture auprès des ménages : enquête d'avril
25 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2015 T4	28 Construction neuve en mars
25 Conjoncture auprès des ménages : enquête de mars	29 Consommation des ménages en produits manufacturés en mars
25 Construction neuve en février	29 Réserves nettes de change en mars
31 Consommation des ménages en produits manufacturés en février	29 Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2016 T1
31 Prix à la production dans l'industrie : indice de février	
31 Réserves nettes de change en février	

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.